ROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE ORDINAIRE DU 10 MARS 2015

L'assemblée communale a été légalement convoquée par insertion dans la Feuille officielle, dans le Messenger, affichage aux piliers publics, par un envoi tous ménages et publication sur le site internet bossonnens.ch. Elle s'est réunie le mardi 10 mars 2015 à 20h00 à la salle polyvalente de l'école sous la présidence de M. Jean-Marie Pilloud, Syndic.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Procès-verbal de l'assemblée communale du 15 décembre 2014
2. Augmentation au 1^{er} janvier 2015 du coefficient de l'impôt communal de 87% à 93% sur le revenu et la fortune des personnes physiques et de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales
  - Rapport de la Commission financière
  - Approbation
3. Présentation du budget de fonctionnement 2015
  - Rapport de la Commission financière
  - Approbation
4. Présentation du budget des investissements 2015
  - 4.1 Routes communales et génie civil :**
    - Réfection du trottoir à la route de Vevey (gare – direction Attalens)
  - 4.2 Protection et aménagement du territoire :**
    - Révision du PAL (Plan d'aménagement local) - complément
    - Réaménagement de l'aire de jeux de la place Saint-Antoine
  - 4.3 Rapport de la Commission financière**
  - 4.4 Approbations**
5. Demande relative à l'augmentation de la limite de crédit du compte de Trésorerie
6. Divers

M. Jean-Marie Pilloud ouvre la séance à 20h10 et salue les citoyennes et citoyens présents, ainsi que les représentants de la presse, Le Messenger, la Gruyère et la Liberté. Il précise que cette assemblée a été convoquée afin de revoter sur une augmentation d'impôts et pour la présentation des budgets 2015.

Mme Maja Diener s'étonne que la présente séance ne reprenne pas là où l'assemblée du 15 décembre 2014 s'est arrêtée, soit après le refus des hausses proposées.

M. Pilloud indique que les budgets 2015 n'avaient pas été présentés et que l'assemblée a demandé une augmentation plus raisonnable des impôts. Les budgets ont donc été revus sur de nouvelles bases. Le procès-verbal relatant les faits était à disposition et il peut être lu si souhaité.

Le président fait ensuite la présentation de Mme Sandra Tâche, nouvelles collaboratrice de l'administration communale, ayant pris ses fonctions le 1^{er} décembre 2014.

Nomination des scrutateurs : Mmes Bettina Sager, Antoinette Romanens et Céline Magnani, ainsi que MM. Laurent Musy, Laurent Dorthe et Reynald Goumaz sont désignés. 139 personnes habilitées à voter sont dénombrées, l'assemblée peut dès lors délibérer valablement, la majorité étant fixée à 70.

Point 1 Procès-verbal de la précédente assemblée

Personne ne souhaite la lecture du procès-verbal de la séance du 15 décembre 2014, celui-ci est dès lors accepté.

Point 2. Augmentation au 1^{er} janvier 2015 du coefficient de l'impôt communal des personnes physiques et morales, de 87 à 93 %

En préambule, M. Jean-Marie Pilloud indique que la hausse proposée découle du refus de l'assemblée de décembre dernier. Celle-ci a été suspendue, le budget ne correspondant plus. La hausse présentée est modérée, tenant compte des souhaits émis et ne concerne que les impôts, celle relative à la contribution immobilière ayant été abandonnée. Un budget adapté et couvrant le déficit sera présenté tout à l'heure.

S'ensuit une présentation de la planification financière informant sur les années difficiles à venir pour les finances communales. Les importantes dépenses qui nous attendent sont rappelées, particulièrement les charges de district s'élevant à 100 millions, dont la rénovation des établissements médico-sociaux ou les travaux nécessaires au Cycle d'orientation.

Encore une fois, le Syndic rappelle que les citoyennes et citoyens ont été informés année après année des augmentations d'impôt auxquelles il est impossible d'échapper. Les dépenses liées mises à la charge des communes ne laissent pas de choix ou alors il faudrait limiter fortement les dépenses ou supprimer tel ou tel poste, ce qui ne se ferait pas de gaîté de cœur et qui pénaliserait l'ensemble de la population de notre village. Le futur ne s'annonçant pas sous les meilleurs auspices, des mesures devront encore être certainement prises.

M. Philippe Zbinden demande si un histogramme des dépenses liées pourrait être présenté. Ce n'est malheureusement pas possible.

Mme Anita Weber indique que la répartition des bénéficiaires de la Banque Nationale, 1,5 milliards pour le canton de Fribourg, permettra la prise en charge des coûts liés aux EMS. M. Pilloud répond que, d'une part, la répartition se fera par le biais de la péréquation financière et que, d'autre part, les frais liés aux établissements médico-sociaux sont à la charge des communes en vertu de la loi y relative.

M. Edmond Goumaz demande comment font les autres communes, toutes ayant des charges similaires. M. Pilloud lui répond que la majorité des communes du district ont dû ou devront augmenter leurs impôts.

Constatant que Bossonnens est une commune chère fiscalement, M. Daniel Lachat souhaite des explications. M. Pilloud répond que le tissu social est différent et qu'à Bossonnens, les revenus sont modérés. Il n'y a d'autre part pas de « gros » contribuable.

M. Raymond Sugnaux déplore que M. Lachat ne soit pas présenté lorsqu'il a demandé la parole, ce qui est un manque de respect envers l'assemblée.

M. Jean-Marie Pilloud présente ensuite le tableau des principales modifications entre les budgets 2014 et 2015, les charges supplémentaires à assumer s'élevant à Fr. 191'040.00.

Mme Salomé Lutz demande pourquoi il faut revoter ce soir. M. Pilloud explique que le budget n'a pas été présenté du fait du refus de la hausse des impôts le 15.12.2014.

M. Jean-Marie Pilloud estime qu'il est utile de présenter le budget avant de voter sur l'augmentation d'impôts et passe dès lors au point 3.

Point 3 Présentation du budget de fonctionnement 2015

Une présentation détaillée sur écran est effectuée, au cours de laquelle toutes les explications et informations données permettent une bonne compréhension du budget de fonctionnement.

Celui-ci a été adapté à la suite de l'assemblée de décembre et comprend la hausse d'impôts. Il boucle avec un bénéfice de Fr. 12'711.00, les charges s'élevant à Fr. 5'773'934.35 pour Fr. 5'786'645.35 aux produits. Si l'augmentation est refusée, le résultat sera un déficit de Fr. 235'000.00.

Retour au point 2, augmentation d'impôts. M. Gilbert Coquoz, Président de la Commission financière, informe que cette dernière a été reçue par le Conseil communal le 19 janvier. Au terme de son rapport, la commission s'est prononcée en faveur de la hausse et invite les citoyennes et citoyens à l'accepter.

M. Jean-Marie Pilloud remercie la commission pour son soutien et renchérit en mettant l'accent sur la nécessité de cette mesure, mais garantissant la pérennité de la commune.

La présentation du budget des investissements est encore effectuée avant de passer aux votes des points 2 à 4 de l'ordre du jour (hausse des impôts et budgets).

Point 4 Présentation du budget des investissements

Le budget des investissements s'élève à Fr. 1'623'000.00 et comprend de nombreux reports. 3 nouveaux objets seront soumis au vote de l'assemblée, soit :

- Réfection du trottoir à la route de Vevey, depuis la gare en direction d'Attalens, pour un montant de Fr. 68'000.00
- Complément d'honoraires de l'urbaniste pour la révision du PAL (Plan d'aménagement local), pour un montant de Fr. 24'000.00
- Réaménagement de l'aire de jeux de la place Saint-Antoine (entre les immeubles de Biolley-Centre), pour un montant de Fr. 125'000.00

Le trottoir, construit il y a de nombreuses années, s'est fortement dégradé et nécessite une réfection en profondeur, pour le confort des usagers qui l'empruntent régulièrement, notamment les enfants se rendant à l'école.

Concernant le plan d'aménagement local, une étude complémentaire est nécessaire afin de tenir compte des projets des Transports Publics Fribourgeois de corriger la courbe de la ligne de chemin de fer et de déplacer la gare dans le secteur du tennis.

L'espace de jeux est situé sur une place privée à vocation publique. Les PPE Biolley-Centre, Rousseau et Clausel en sont propriétaires, la commune en assurant l'entretien. Cette place profite aux familles dont les enfants utilisent volontiers les jeux à disposition. Le réaménagement est nécessaire afin de mettre les installations aux normes. Une réfection de l'emplacement et l'installation de nouveaux jeux sont prévus. Le Conseil communal s'approchera des PPE pour discuter d'une participation aux frais de ces travaux.

Interventions de l'assemblée

M. Philippe Zbinden demande quand l'assainissement des passages à niveau sera entrepris. M. Jean-Marie Pilloud répond que les travaux ont déjà été effectués, mais qu'à ce jour, l'entreprise TPF n'a pas encore facturé la participation de la commune à cet assainissement.

M. Zbinden estime que l'abandon de la réfection du chemin de Peireivuat n'a qu'une faible incidence sur les impôts. M. Pilloud indique que la hausse des impôts permettra de couvrir les charges de fonctionnement futures.

M. Raymond Sugnaux s'interroge sur la réfection de la place de jeux. Une étude a-t-elle été faite et s'agit-il d'un bon investissement ?

M. Carli Derungs souhaite savoir si une solution de rechange est prévue en cas de refus de la hausse d'impôts par l'assemblée. M. Pilloud répond par l'affirmative, un budget déficitaire sera présenté.

Mme Camille Rol demande si, au vu de la situation critique, une réflexion a eu lieu, un plan d'action élaboré, afin de faire face à l'évolution de la situation.

M. Jean-Marie Pilloud répond que vu l'importance des charges liées, 75%, il n'y a pas de marge de manœuvre, donc pas de plan d'action possible.

Mme Rol demande si une fusion est envisagée, avec pour résultat une possible rationalisation de la gestion des communes.

M. Pilloud répond qu'une réflexion sur la fusion est actuellement en cours. Les charges liées étant imposées aux communes, une fusion n'apportera pas d'économie. Il rappelle qu'une augmentation d'impôts est prévue dans les communes du district, à l'exception de Châtel-St-Denis. Il précise d'autre part que la commune n'a plus de terrain à vendre et que par conséquent, il n'y a pas de rentrée à attendre de ce côté-là.

Mme Salomé Lutz demande s'il n'y aurait pas des économies de budget à réaliser, par des économies d'énergie notamment. M. Jean-Marie Pilloud répond que les économies d'énergie sont à faire par les ménages ; il voit mal la commune couper l'électricité sans avoir des réclamations.

M. Pascal Dewarrat mentionne que l'amortissement annuel de Fr. 10'000.00 prévu pour la place de jeux permettrait aisément de prendre en charge les frais du camp de ski, qui pourrait être supprimé s'il fallait économiser à tout prix.

M. Jean-Marie Pilloud indique que le conseil ne souhaite aucunement économiser sur tout, mais garantir les acquis pour le confort et le bien-être de la population.

M. Marc Rayroud précise que le camp de ski n'est pas seulement à la charge de la commune et qu'il faut tenir compte de l'investissement des bénévoles et de la participation de la SENEK.

Mme Mirella Aebi demande si la commune procède par appel d'offres lors de travaux à réaliser. M. Pilloud répond qu'il s'agit d'une obligation. Dans certains cas sur invitation des entreprises locales/régionales ou alors selon la procédure des marchés publics selon l'importance des travaux.

Mme Aebi souhaite en savoir plus sur le déplacement de la gare. M. Pilloud répond que le conseil a été informé du projet de l'entreprise TPF à la fin de l'enquête publique concernant la révision du Plan d'aménagement local. Pour des raisons de limitation de bruit et de gain du temps de parcours, la correction de la courbe de la ligne est également envisagée.

M. Paul Bochud fait remarquer que la question de la gare n'est pas à l'ordre du jour et que, l'heure avançant, l'assemblée doit continuer.

Votation sur les points 2 à 4 (hausse des impôts et budgets)

Augmentation des impôts communaux, personnes physiques et morales de 87 à 93%

94 oui   32 non   6 abstentions

Budget de fonctionnement

Le rapport de la commission financière concernant le budget de fonctionnement 2015 est lu par son président, M. Gilbert Coquoz. L'assemblée est invitée à accepter le budget tel que présenté.

118 oui   4 non   5 abstentions

Budget des investissements - Point 4.1 Réfection du trottoir à la route de Vevey

Le rapport de la commission financière concernant le budget des investissements 2015 est lu par son président, M. Gilbert Coquoz. L'assemblée est invitée à accepter le budget tel que présenté.

115 oui   3 non   14 abstentions

Budget des investissements - Point 4.2 Révision du PAL (Plan d'aménagement local) complément

81 oui   17 non   26 abstentions

Budget des investissements - Point 4.2 Réaménagement de l'aire de jeux de la place Saint-Antoine

56 oui   57 non   14 abstentions

M. Jean-Marie Pilloud remercie l'assemblée de s'être exprimée sur les objets proposés et de la confiance témoignée aux autorités communales.

Point 5 Demande relative à l'augmentation de la limite de crédit du compte de Trésorerie

Afin de pouvoir bénéficier des liquidités nécessaires au règlement des factures durant la période où il n'y a pas ou peu de rentrées, le Conseil communal demande à l'assemblée d'augmenter la limite de crédit du compte de Trésorerie, de Fr. 450'000.00 à Fr. 750'000.00. Ce montant correspond au 25% de la masse fiscale relative à l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques et de celle concernant le capital et le bénéfice des personnes morales, ainsi que le prévoit la loi sur les communes.

L'objet est mis en votation, le résultat est le suivant :

104 oui   1 non   24 abstentions

M. Jean-Marie Pilloud remercie l'assemblée d'avoir accepté ce point, cela qui facilitera grandement la gestion des finances communales.

Point 6 Divers

M. Raymond Sugnaux déclare que, à titre de participation aux économies nécessaires, il écrira au Conseil communal et demandera de supprimer la décoration de Noël installée sur le lampadaire devant chez lui.

M. Alexandre Freundler s'exprime sur la fusion de communes et pense que cela vaut la peine d'y réfléchir, même si la commune de Bossonnens n'y est pas favorable. Il s'interroge en outre sur le développement des constructions prévu avec la révision du plan d'aménagement local et se demande si cela encore nécessaire, vu les difficultés financières rencontrées.

M. Jean-Marie Pilloud répond que la commune et son Conseil entrent en matière et son ouverts à la discussion.

En ce qui concerne le plan d'aménagement local, l'extension n'est pas excessive, elle est d'autre part limitée par le Conseil d'Etat.

En outre, dans le contexte actuel, la commune se doit d'ouvrir la porte aux TPF, s'agissant d'un projet à long terme.

Il n'y a plus d'intervention ni question de l'assemblée. M. Jean-Marie Pilloud remercie les citoyennes et citoyens d'avoir accepté la hausse d'impôts qui leur était soumise.

Il regrette néanmoins le refus de réaménager l'espace de jeux, endroit qui est fréquenté par de nombreuses familles du village avec leurs enfants, mais c'est la démocratie.

La séance est levée à 23h00

Lu et approuvé le

Le Président

Le secrétaire